

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'URBANISME,
DU LOGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

Le Préfet
Commissaire de la République
du Département du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 80.412 du 9 juin 1980 apportant des modifications à la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du 3 avril 1980 actualisant le classement des installations précisées ci-après exploitées par la Société S.A. "Le Médailleur FRANKLIN" sise à SARCELLES, 4, avenue de l'Escouvrier :

Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 1976

- Estampage de matriçage des métaux et alliages par choc mécanique
N° 281 - 1° = A

Récépissé préfectoral de déclaration du 28 janvier 1976

- Trempe et recuit des métaux
N° 285 = D
 - Atelier de gravures sur métaux
N° 223 = D
 - Traitements électrolytiques des métaux (volume des bains de traitements inférieur ou égal à 1.500 l)
N° 288 - 2° = D
 - Traitements thermiques des métaux (volume des bains de sels fondus inférieur à 1.000 litres)
N° 121 - 2° = D
 - Séchage ou cuisson des vernis
N° 406 - 1° - a = D
- VU le dossier de déclaration présenté le 30 mai 1985 relatif à l'exploitation de nouvelles installations ;

.../...

- VU le rapport en date du 3 décembre 1985 de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche exposant :

1°) que le dossier présenté est conforme aux dispositions de l'article 25 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et qu'il y a lieu de délivrer le récépissé de déclaration réglementaire pour ces nouvelles installations;

2°) qu'en raison des modifications apportées à la nomenclature par le décret susvisé, il y a lieu d'actualiser le classement de l'ensemble des installations exploitées par la Société "Le Médaillier FRANKLIN".

- VU le récépissé de déclaration délivré le 17 février 1986 à la Société "Le Médaillier FRANKLIN" pour l'exploitation des installations précisées ci-après :

- Application de vernis par pulvérisation (quantité de vernis utilisée inférieure à 25 l/jour)

N° 405 - B - 1° - b = D

- Emploi de liquides halogénés "Fréons" (quantité utilisée simultanément inférieure à 1.500 litres)

N° 251 - 2° = D

- Atelier de charge d'accumulateurs (puissance maximum du courant continu utilisable pour cette opération supérieure à 2,5 kw)

N° 3 - 1° = D

- utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées contenant des radioéléments du groupe I - activité totale égale ou supérieure à 100 millicuries, mais inférieure à 1 curie

N° 385 quater - 1° - b = D

- SUR la proposition de Madame le Secrétaire Général du Val d'Oise ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté d'actualisation de classement du 3 avril 1980 est abrogé.

Le classement actuel des installations exploitées par la Société "Le Médaillier FRANKLIN", sise à SARCELLES, 4, avenue de l'Escouvrier, est précisé ci-après :

.../...

Installations couvertes par le récépissé du 28 janvier 1976

- Traitements électrolytiques ou chimiques des métaux
(volume des bains de traitement inférieur ou égal à 1.500 l)
N° 288 - 2° = D
- Séchage ou cuisson des vernis
N° 406 - 1° - a = D

Installations couvertes par le récépissé du 17 février 1986

- Application de vernis par pulvérisation (quantité de vernis utilisée inférieure à 25 l/jour)
N° 405 - B - 1° - b = D
- Emploi de liquides halogénés "Fréons" (quantité utilisée simultanément inférieure à 1.500 litres)
N° 251 - 2° = D
- Atelier de charge d'accumulateurs (puissance maximum du courant continu utilisable pour cette opération supérieure à 2,5 kw)
N° 3 - 1° = D
- Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées contenant des radioéléments du groupe I - activité totale égale ou supérieure à 100 millicuries mais inférieure à 1 curie
N° 385 quater - 1° - b = D

Les prescriptions annexées au récépissé du 28 janvier 1976 (rubriques n° 288 - 2° et N° 406 - 1° - a) et au récépissé du 17 février 1986 (rubriques n° 405 - B - 1° - b ; n° 251 - 2° ; n° 3 - 1° et 385 quater - 1° - b) demeurent applicables à ces installations.

ARTICLE 2 - L'installation précisée ci-après n'est plus classable, le seuil de classement n'étant plus atteint :

- Travail mécanique des métaux et alliages (matriçage - effectif de l'atelier : 3 ouvriers)
N° 281

les installations précisées ci-après ne sont plus exploitées par la Société :

- Trempé et recuit des métaux
N° 285
- Atelier de gravure sur métaux
N° 223

.../...

- Traitements thermiques des métaux cémentation
N° 121 - 2°

Ces activités sont radiées du registre des installations classées.

ARTICLE 3 - Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié.

ARTICLE 4 - Madame le Secrétaire Général du Val d'Oise, Monsieur le Conseiller Général, Maire de SARCELLES, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

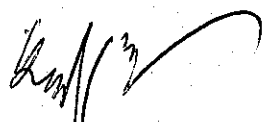
Fait à Cergy-Pontoise, le 24 FEV. 1985



POUR AMPLIATION
Pour le Préfet,
Commissaire de la République
du département du Val d'Oise
Le Chef de Bureau,

Pour le Préfet,
Commissaire de la République
du département du Val d'Oise
Le Directeur,

Signé Jean BERGEAL


Jean-Yves LE NOAN